


cités
unies
france

la lettre de la. coopération décentralisée

**Avril
2013**

Editorial	2
Afrique	3
Amérique latine et Caraïbes	7
Asie	9
Europe	10
Méditerranée	11
Thématiques.....	13
Agenda	17
Publications	19

Editorial

Culture et l'action internationale des collectivités territoriales

Les jeudi et vendredi 18 et 19 avril 2013 se tient à Toulouse le premier colloque de la culture et l'action internationale des collectivités territoriales.

Cette manifestation organisée par Cités Unies France et la ville de Toulouse aura pour thème : « Les cultures dialoguent, les collectivités coopèrent ». Elle s'adresse à tous ceux qui dans les collectivités travaillent dans les domaines culturels et dans les relations internationales.

De telles rencontres étaient nécessaires. La culture est présente dans presque toutes les coopérations et ceci depuis les débuts des jumelages. Elle se situe souvent à l'origine des coopérations décentralisées.

Cette présence est telle qu'on ne la voit plus et que l'on parle plus de développement territorial ou de soutien institutionnel que d'échanges culturels.

Pour autant la culture est l'activité transversale et fédératrice par excellence. Elle recoupe le social, l'économique, le politique sur des champs aussi importants que ceux de la jeunesse, de l'éducation ou de la cohésion sociale.

C'est aussi sans doute l'activité qui se prête le plus à cette réciprocité que toutes les collectivités appellent de leurs vœux. Point de hiérarchie Nord Sud entre danseurs, musiciens, ou plasticiens.

C'est enfin l'activité qui donne une image très positive et très populaire à la coopération décentralisée. On le voit à travers ces manifestations importantes qui sont les concerts, les festivals, ou les expositions. Elle permet de valoriser les diasporas et le dialogue interculturel.

Toutes les collectivités du monde sont aujourd'hui à la recherche d'avantages comparatifs et cherchent à miser sur leur patrimoine matériel et immatériel. Toutes ont compris qu'en matière de développement et d'innovation la culture était un vecteur majeur. La coopération décentralisée par la richesse et la profondeur de ses partenariats permet de construire « ici et là-bas » une nouvelle forme de développement territorial.

Toulouse a une riche vie culturelle. C'est une grande ville universitaire et c'est une des capitales françaises de l'innovation dans tous les domaines. Elle mène aussi une riche action internationale avec des partenariats sur plusieurs continents.

Le choix de Toulouse n'est donc pas dû au hasard et le colloque des 18 et 19 avril a reçu le soutien du maire et du président du conseil régional Midi-Pyrénées.

Bertrand Gallet

Directeur général de Cités Unies France

Pour vous inscrire au colloque, merci de vous enregistrer directement en ligne à l'adresse suivante :

<http://rencontre-toulouse.jeconfirme.fr/> ou télécharger le bulletin d'inscription :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1668>) et le retourner avant **jeudi 11 avril 2013** :

- par courrier : Magnetic Communication – Rencontres Toulouse - Séverine Bernard, 25 bis, avenue Marcel Dassault Le Bougainville - 31 500 Toulouse
- par téléphone auprès de Séverine Bernard au 05 34 41 12 45
- par fax : 05 61 83 63 10
- par courriel : s.bernard@magnetic-communication.com

Pour tous renseignements complémentaires sur la manifestation, n'hésitez pas à consulter notre site à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1668>

Pour toute requête supplémentaire relative à la programmation, vous pouvez contacter Virginie Rouquette, chargée de mission à Cités Unies France (v.rouquette@cites-unies-france.org) ou Laura Nolan, chargée d'étude à Cités Unies France (culture@cites-unies-france.org).

COMORES

Président : Jean-Charles Nègre, vice-président du conseil général Seine-Saint-Denis chargé de la coopération décentralisée et internationale

Mission du groupe-pays Comores, la semaine du 20 mai 2013

La communauté urbaine de Dunkerque (CUD) sous l'impulsion de son président, Michel Delebarre, se rendra aux Comores, la semaine du 20 mai 2013. Lors de ce déplacement, la délégation devrait rencontrer les secrétaires généraux qui vont être formés dans le cadre du partenariat entre la CUD et Ngazidja. Les collectivités du groupe-pays qui le souhaitent sont invitées à se joindre à cette mission.

Un outil « précieux » pour la gestion de l'aide

La plateforme électronique de coordination de l'aide a été lancée en mars. Ce projet est financé par le programme du 10^{ème} FED (Fonds européen de développement). (Source : HZK Presse)

Les Comores rejoignent le partenariat mondial pour l'éducation

Suite au développement de son Plan intérimaire de l'éducation qui couvre la période 2013-2015 et de l'évaluation positive de celui-ci par les partenaires techniques et financiers, les Comores ont rejoint le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE).

Signal fort à la communauté internationale quant à l'engagement du gouvernement dans ce secteur, les Comores seront également éligibles à un montant de 4.6 millions USD pour aider à la mise en oeuvre de son plan intérimaire de l'éducation. 150 000 USD ont déjà servi à préparer le plan qui a été endossé.

(Source : HZK-Presse / La Gazette)

Le programme de co-développement subventionne quatre premiers projets

Pour soutenir les migrants comoriens dans leur engagement en faveur du développement du pays, le programme de co-développement franco-comorien a sélectionné quatre projets pour un montant total de ce premier financement de 72 580 000 francs comoriens. Il s'agit d'un projet d'alimentation en eau potable de la ville d'Iceni, de la structuration participative des services de l'eau dans quinze villages de la Grande Comore, de la création de la maison des services de l'eau, porté par l'association « Deux mains » (140 000 euros), de la formation en éclairage pour émission TV (ORTC) et d'un séminaire de formation sur la négociation dans l'administration publique pour un montant global de subvention de 7 520 euros.

(Source : HZK-presse)

Un projet d'appui à la formation professionnelle sur les rails

Le ministère de l'Emploi, en partenariat avec l'Union européenne, a lancé officiellement le projet d'appui à la formation technique et professionnelle. Ce projet va contribuer à améliorer l'insertion professionnelle des jeunes. Doté de 6 565 000 euros, il couvre la période 2010-2015. Le projet a pour objectif principal d'améliorer l'insertion professionnelle en vue de réduire le chômage, de contribuer à la lutte contre la pauvreté et de jeter les bases de la mise en place d'un système de formation professionnelle rénové en Union des Comores. Ce système serait géré en partenariat entre le secteur public et le secteur économique privé et capable d'organiser des formations répondant à des besoins en compétences débouchant le mieux possible pour les personnes formées sur l'insertion professionnelle ou l'adaptation à l'emploi. (Source : HZK-Presse)

BURKINA FASO

Président : Jean-Bernard Damiens, vice-président de la Région Limousin

Le Burkina Faso s'invite à Laval

La ville de Laval a accueilli au quartier Ferrié, les 16 et 17 mars 2013, la deuxième édition du forum Burkina Faso organisée par l'Union des Burkinabés du Grand Ouest de la France (UBGOF), en partenariat avec le comité de jumelage Laval-Garango et la ville de Laval. Ce forum, dont l'objectif était de présenter l'agriculture du pays, s'est déroulé en trois ateliers :

- le statut de l'agriculteur au Burkina Faso ;
- le financement de l'agriculture et de l'élevage au Burkina Faso ;
- la souveraineté et la sécurité alimentaire dans le pays.

15^{ème} Journée de la coopération décentralisée de l'Ambassade du Burkina Faso à Paris

L'Ambassade du Burkina Faso à Paris organise sa Journée annuelle de la coopération décentralisée, le samedi 25 mai, dans ses locaux. Cette Journée sera marquée par une conférence sur le thème : « Quelle prudence sécuritaire pour une coopération décentralisée active et dynamique ? ».

Contact :

Abdouramane Ramsès OUEDRAOGO
Conseiller économique auprès de l'Ambassade du Burkina Faso en France
159, Boulevard Haussmann, 75008 Paris
Tél. : (+ 33) 1 43 59 74 83

MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Alain Huard, conseiller général délégué au conseil général de l'Eure

Formation professionnelle à Madagascar

Cités Unies France a participé à la première réunion du réseau « Océan indien » de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) du ministère de l'Agriculture et y a présenté la coopération décentralisée franco-malgache, en particulier dans le champ du développement rural et de la formation agricole. Le nouveau programme de mise en oeuvre de la politique malgache d'appui à la formation professionnelle agricole (FORMAPROD) exige en effet que tous les acteurs présents dans ce secteur s'y intéressent.

ACTUALITÉS MALI

La France nomme un nouvel ambassadeur à Bamako

Le ministère français des Affaires étrangères a confirmé, jeudi 21 mars, la nomination au poste d'ambassadeur de France à Bamako du diplomate Gilles Huberson, chargé jusqu'alors d'une cellule spéciale consacrée au Mali et au Sahel au sein du ministère des Affaires étrangères.

(Source : www.africatime.com/mali)

Lancement du plan d'actions prioritaires des collectivités maliennes

La cérémonie de lancement des programmes relatifs à la participation des collectivités territoriales maliennes à la gestion et à la sortie de crise au Mali, a eu lieu le 15 février au ministère malien de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de l'Aménagement du territoire. Cette réunion, présidée par le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire, rassemblait des hauts représentants des associations nationales de collectivités maliennes et des principaux partenaires techniques et financiers.

Commission dialogue et réconciliation : les premières nominations

Le président malien par intérim, Dioncounda Traoré, a procédé, le 30 mars dernier, à la nomination du président de la commission et de ses deux vice-présidents. La présidence revient à Mohamed Salia Sokona, ancien ministre et ambassadeur, à la réputation d'un homme consensuel. Le premier vice-président est une femme, Madame Touré Oumou Traoré ; le second, un Touareg, Méti Ag Mohamed Rhissa. Mise en place par le gouvernement de transition, la commission aura pour mission « de rechercher par le dialogue, la réconciliation entre toutes les communautés maliennes » et de « recenser les forces politiques et sociales concernées par le processus de dialogue et de réconciliation. »

(Source : Courrier international)

Nouvelle volontaire internationale (VI) en charge de la coopération décentralisée au SCAC de Bamako

Camille Everaere, sera en poste à partir du 5 avril 2013, au sein du SCAC de Bamako, en charge des questions de coopération décentralisée.

MALI

Président du groupe-pays : Guy-Michel Chauveau, maire de La Flèche et conseiller général de la Sarthe

Les collectivités, piliers de la paix et du développement au Mali : retour sur la conférence du 19 mars 2013, à l'Hôtel de Région à Lyon



Près de 500 participants, dont des hauts représentants de l'État malien et de l'État français, des représentants des collectivités territoriales et de la société civile française et malienne et d'organisations internationales, se sont retrouvés le 19 mars, au conseil régional de Rhône Alpes à Lyon, pour discuter du futur du Mali et plus particulièrement du rôle

que les collectivités peuvent jouer dans la reconstruction du pays.

À plus d'un titre, cette rencontre a constitué un moment marquant dans l'agenda de la coopération franco-malienne : une importante couverture médiatique, une grande diversité des participants, la richesse des débats mais aussi les nombreux moments forts qui ont rythmé la journée, notamment les témoignages des partenaires maliens.

Pour plus d'informations :

- Site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique57>

- Site du ministère des Affaires étrangères : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/mali/la-france-et-le-mali/evenements-19439/article/conference-sur-le-developpement-du-105943>



Le HCR appelle à des efforts de réconciliation au Mali pour éviter un déplacement prolongé

Dans une déclaration du 1er mars, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés a affirmé que, près de deux mois après le lancement de l'intervention militaire française au Mali, le HCR continue de voir de nombreuses personnes déplacées internes. Dans les pays voisins, le nombre de réfugiés est encore élevé et, dans certains cas, il augmente encore.

Concernant le retour des personnes déplacées et les réfugiés, les principales inquiétudes sont l'insécurité et l'absence de services essentiels dans le nord du Mali. Pour les personnes qui se trouvent en dehors du Mali, une complication supplémentaire concerne l'appartenance ethnique. La majorité des réfugiés sont touaregs ou arabes. La peur des attaques de représailles est très répandue, ainsi que la peur de la criminalité ou de la présence de djihadistes dispersés au sein de la communauté.

Selon le HCR, des efforts de réconciliation sont urgents, ainsi que des efforts pour combattre l'impunité, encourager la coexistence pacifique entre les communautés, aider à la stabilisation ainsi qu'au rétablissement de la sécurité à long terme et empêcher que les crises de déplacement du Mali ne se prolongent.

(Source : <http://www.unhcr.fr/5130d57ec.html>)

MAURITANIE

Président : Daniel Allioux, conseiller syndical au SAN de Sénart

Le recensement continue

Le recensement de la population mauritanienne, en prévision des élections municipales qui devraient avoir lieu en septembre 2013, continue. Avec 80% de la population recensée, les élections peuvent désormais se tenir.

Une rencontre de la coopération décentralisée franco-mauritanienne à Savigny, le 31 mai 2013

A l'initiative du groupe-pays Mauritanie de Cités Unies France, en partenariat avec la ville de Savigny-le-Temple, l'Association des maires de Mauritanie et la direction générale des collectivités territoriales, les acteurs de la coopération décentralisée franco-mauritanienne se retrouveront le 31 mai, au Millénaire, à Savigny-le-Temple. Première rencontre de cette ampleur depuis 2005, cette journée précède des rencontres de la coopération décentralisée franco-mauritanienne à Nouakchott, en 2014.

SÉNÉGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille

Rencontre des partenaires au développement de la Casamance, le 20 avril 2013, à la mairie du 20^e arrondissement de Paris

A l'occasion de la venue en France de Benoit Sambou, ministre de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques du Sénégal, par ailleurs responsable politique casamançais, une rencontre entre associations, collectivités et diaspora partenaires de la Casamance sera organisée le 20 avril prochain, entre 9h30 et 12h30 à la mairie du 20^e arrondissement.

L'invitation et l'ordre du jour de la rencontre seront communiqués ultérieurement.

TOGO

Présidente : Monique Papot-Liberal, vice-présidente de la communauté de communes de la Côte Roannaise

Les élections locales ne seront pas couplées aux élections législatives

La Céni (Commission électorale nationale indépendante du Togo) a décidé de séparer les élections locales des élections législatives. En effet, celle-ci préfère disposer de temps suffisant pour organiser ce scrutin inédit au Togo. Les élections municipales auront lieu dans les semaines à venir.

Hommage à René Bardet

René Bardet, maire de Cusset, est décédé le 19 mars, des suites d'une longue maladie. Cités Unies France tient à lui rendre hommage et présente ses condoléances à sa famille ainsi qu'à son entourage. La ville de Cusset est engagée de longue date au Togo, en coopération avec Kouve.

BÉNIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint-Germès-Akar, vice-présidente de la Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise

Actualités des coopérations décentralisées franco-béninoises

La communauté d'agglomération de Saint-Omer s'est rendue dans le Couffo fin mars, afin de voir les possibilités d'engager une opération d'adressage. L'adressage d'une zone pilote à Comé (coopération avec Guyancourt/ appui de la coopération française) est quasiment terminée. Une expérience qui reste ensuite à valoriser auprès d'autres collectivités. La ville de Cotonou est également concernée et reçoit un appui en ce sens de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF). Albi se rendra à Abomey du 14 au 21 avril.

La présidente du groupe-pays Bénin, Rose-Marie Saint-Germès Akar, se rendra au Bénin du 11 au 26 avril, dans le cadre de la coopération avec Porto Novo.

Dans le même temps, le secrétaire permanent de l'Association nationale des communes du Bénin viendra en France, invité à participer à une session de formation par l'Association des Maires de France (AMF).

Les élections municipales reportées

Les élections locales au Bénin, initialement prévues au mois d'avril, ont été reportées. Les députés devront d'abord statuer sur le nouveau code électoral (session ouverte le 25 mars).

« Cela fait vingt ans que le Bénin organise des élections, pourtant, à chaque fois, on a l'impression que les autorités les découvrent », commente Wilfried Adoum, journaliste et écrivain. Le retard dans la mise à jour de la liste électorale permanente informatisée, la Lépi, serait la cause de ce report.

Conclusion d'un observateur aguerri de la vie politique béninoise : « Si l'on tient compte de la lenteur du processus, puis de l'arrivée de la saison des pluies, pas de doute : les élections n'auront pas lieu avant septembre. »

(Source : jeuneafrique.com)

NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, vice-président de la communauté de communes Faucigny-Glières et adjoint au maire de Bonneville

Réunion du groupe-pays et Assises de la coopération décentralisée

Les membres du groupe se sont réunis le 26 mars dernier, en présence de l'ambassadeur du Niger en France, afin d'échanger notamment sur l'organisation des Assises de la coopération décentralisée à Niamey, en 2013.

Il a été décidé de l'envoi d'un courrier à la co-signature du président du groupe-pays et du président de Cités Unies France afin d'obtenir une position claire des autorités françaises sur le déplacements d'élus et techniciens français, pour cet événement qui devrait se tenir du 8 au 10 juillet 2013, au Niger. Une réponse officielle est attendue pour le 15 avril prochain.

Le compte-rendu de la réunion sera très prochainement envoyé aux membres du groupe-pays.

La prochaine réunion du groupe-pays, suivi d'un comité de pilotage ANIYA se tiendra le 14 mai 2013 au sein de nos locaux.

Nouveau volontaire international en charge de la coopération décentralisée au SCAC de Niamey

Matthieu Pregniard a été recruté en tant que Volontaire International en Administration (VIA) en charge de la coopération décentralisée et du Fond Social de Développement au sein du service de coopération et d'action culturelle de Niamey. Ces coordonnées vous seront transmises lors de sa prise de poste.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Bénin, Comores, Madagascar, Mauritanie)

Constance Koukoui, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Togo)

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Niger, Sénégal, programmes concertés)

PAYS D'AFRIQUE CENTRALE ET DES GRANDS LACS

BURUNDI

Pascal Canfin, ministre délégué chargé du Développement, a signé un document-cadre sur la coopération entre la France et le Burundi avec le ministre burundais des Relations extérieures et de la Coopération, Laurent Kavakure. Cette signature a eu lieu à l'occasion de la visite officielle qu'effectue en France le président du Burundi, Pierre Nkurunziza.

(Source : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo/burundi/la-france-et-le-burundi/evenements-4091/article/signature-par-pascal-canfin-d-un>)

Plusieurs collectivités françaises sont engagées au Burundi, notamment le conseil régional Pays de la Loire.

ACTUALITÉS AFRIQUE

Nomination de Laurent Viguié, sous-directeur Afrique occidentale, au ministère des Affaires étrangères

Le poste de sous-directeur d'Afrique occidentale à la direction d'Afrique et de l'Océan Indien du Quai d'Orsay a été confié au diplomate Laurent Viguié. Il remplace Laurent Bigot en poste depuis 2012. Laurent Viguié était, depuis octobre dernier, chargé de mission « développement » auprès du directeur « Afrique et océan Indien ». Il a également travaillé en collectivité locale, comme directeur général des Relations internationales à la mairie de Bordeaux, de 2009 à 2012.

(Source : Acteurs publics)

Appel à propositions européen Facilité Energie (Afrique)

Le deuxième appel à projet européen Facilité Energie pour la zone Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP) est ouvert depuis le 4 mars 2013. La priorité de financement sera accordée aux actions à mettre en oeuvre dans les pays ACP africains. Les actions dans les pays ACP du Pacifique feront l'objet d'une initiative séparée et ne sont pas éligibles au financement dans le cadre de cet appel.

Référence : EuropeAid/133481/C/ACT/Multi

Les lignes directrices sont téléchargeables sur le lien suivant :

<https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome&PubliList=15&orderby=upd&orderbyad=Desc&searchtype=RS&aofr=133481>

Date limite de soumission des notes succinctes de présentation et des formulaires de demande complets: 03/06/2013

Amérique latine & Caraïbes

AMÉRIQUE CENTRALE ET CUBA

Présidente du groupe-pays Amérique centrale et Cuba : Chantal Bourvic, conseillère générale déléguée aux relations internationales, conseil général du Val-de-Marne

EL SALVADOR

Séminaire « La Gestion de l'eau en France. Bonnes pratiques et leçons retenues », les 9 et 10 avril 2013, à San Salvador

Cette initiative est le résultat du travail réalisé par l'association Verseau Développement, le conseil général de l'Hérault et l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse, ainsi que le vice ministère de Coopération et le Secrétariat technique de la Présidence d'El Salvador, en liaison avec l'Ambassade de France à El Salvador et l'Ambassade d'El Salvador en France.

L'objectif est de partager avec les institutions du secteur public et privé salvadoriens les différentes modalités de gestion de l'eau en France.

BRÉSIL

Présidente du groupe-pays : Madjouline Sbaï, vice-présidente du conseil régional Nord-Pas de Calais, en charge de la citoyenneté, des relations internationales et de la coopération décentralisée

L'école de Samba Mocidade Unida da Gloria (MUG) remporte le Carnaval de Vitoria sur le thème de Dunkerque !



Depuis 2005, la communauté urbaine de Dunkerque entretient avec la mairie de Vitoria au Brésil, des relations de coopération internationale. La mairie de Vitoria a plusieurs fois posé la question d'une participation du territoire dunkerquois à son carnaval. En 2011, l'école plusieurs fois championne

du carnaval, la Mocidade Unida da Gloria (MUG) a donc proposé que Dunkerque soit mise à l'honneur en 2013.

L'objectif n'a donc pas été d'exporter le carnaval dunkerquois mais de concevoir un défilé sur le thème de l'identité et l'histoire de Dunkerque. Cette proposition a permis de lancer un nouveau cycle d'échanges culturels. Ce projet d'envergure, unique en son genre est une réelle opportunité de promotion de l'identité dunkerquoise et française à Vitoria et plus largement au Brésil.

Par ailleurs, pendant un an et après avoir été sélectionnés par l'école de Samba MUG, quinze danseurs de l'agglomération dunkerquoise ont été associés à ce projet unique de coopération, ils se sont entraînés très dur pendant des mois, ont appris une chorégraphie, une chanson en portugais, et pris la route du Brésil avec un but fou en tête : participer au défilé du carnaval de Vitoria avec une école de samba locale sur le thème de Dunkerque et remporter la victoire...

Et ils l'ont fait!!!

(Propos recueillis par Pauline Dubois, chargée de mission communauté urbaine de Dunkerque)

CHILI

Président du groupe-pays : Roberto Romero, vice-président du conseil régional d'Île de France, chargé des Affaires internationales et européennes

Réunion du groupe-pays Chili, le 19 avril 2013, à Cités Unies France

Le groupe-pays Chili discutera les conclusions du séminaire de janvier 2013 et envisagera les axes d'un programme collectif au sein de son groupe-pays, lors de la réunion du 19 avril 2013, de 14h30 à 16h30, à Cités Unies France.

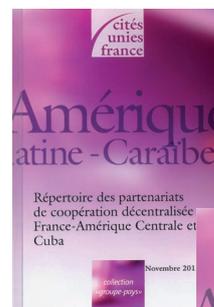
COLOMBIE

Première réunion du réseau de villes et territoires France - Colombie, le 12 avril 2013

L'Agence Française de Développement (AFD) en partenariat avec Cités Unies France, organise le 12 avril 2013, de 9h30 à 12h00, la première réunion du réseau de villes et territoires France - Colombie, au siège de l'AFD, à Paris.

L'objectif de cette première rencontre est de favoriser la mise en réseau et la connaissance mutuelle entre les territoires français et colombiens.

La réunion se déroulera en présence de Sandra Bessudo Lion, directrice de l'Agence présidentielle de coopération colombienne.



Amérique latine & Caraïbes

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes et vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine

Inauguration de l'école de Gressier, le 27 mars 2013

Totalement détruite lors du séisme du 12 janvier 2010, elle a été reconstruite à l'initiative de la municipalité de Gressier, de Cités Unies France et de la Fondation de France qui en ont financé les travaux s'élevant à un montant de 565 000 USD. Cette reconstruction s'est faite en partenariat avec le ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales et le ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle haïtiens (MNFP). Ce dernier a équipé entièrement l'école, et l'Ambassade de France a fourni deux tableaux numériques.

Le financement de cette école a été rendu possible grâce au soutien des collectivités territoriales françaises qui, au lendemain du séisme, ont répondu à l'appel de Cités Unies France pour créer un Fonds de solidarité Haïti. Ce fonds a été abondé par de nombreux dons votés par les élus locaux ainsi que par la Fondation de France.

L'inauguration s'est déroulée en présence du directeur général adjoint du MENFP, Eclésiaste Thélémaque, le maire de Gressier, Patrick Henry Eliahou, le président du Fonds de Solidarité Haïti de Cités Unies France, Charles Josselin, le maire-adjoint de Suresnes, Jean Louis Testud, représentant le président du groupe-pays, les délégations de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise, du Centre de la Martinique, de la Fédération canadienne des municipalités et de l'Association de communes néerlandaises et bien d'autres personnalités d'Haïti et de France.

Cérémonie de remise des clés des quatre véhicules par la communauté d'agglomération du Centre de la Martinique

Cette cérémonie a eu lieu le 27 mars dans les locaux de l'Ambassade de France à Port-au-Prince.

Cette donation s'insère dans le cadre du partenariat de coopération décentralisée de la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique avec la Communauté des Municipalités de la région des Palmes (Gressier, Léogane, Grande Goâve et Petit Goâve), et fait partie également du volet d'appui à la gouvernance intercommunale du Fonds de solidarité Haïti de Cités Unies France.



Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission (Amérique centrale et Cuba, Argentine, Brésil, Haïti)

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Chili, Mexique)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

JAPON

Président du groupe-pays : Jean-Michel Berlemont, adjoint au maire de Nancy délégué aux relations européennes, internationales et transfrontalières

« Journée Japon », le 27 mars 2013, de 11h00 à 16h00, à Cités Unies France

Une « Journée Japon » a été organisée le mercredi 27 mars 2013, dans les locaux de Cités Unies France, en deux parties : la première partie a été consacrée au premier comité de pilotage français des 4^{èmes} Rencontres franco-japonaises qui se tiendront à Takamatsu, du 28 au 30 octobre 2014. La deuxième partie de la journée était la réunion du groupe-pays Japon, présidée par Jean-Michel Berlemont, président du groupe-pays Japon. Le compte rendu de cette Journée sera mis en ligne dans les plus brefs délais. Pour plus d'informations sur cette journée : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1726>

Invitation à partager les bonnes pratiques entre les collectivités françaises et japonaises

Pour préparer au mieux ces 4^{èmes} Rencontres à Takamatsu, vous êtes invités à participer à l'échange de « bonnes pratiques » entre les collectivités françaises et japonaises. A cet effet, un espace dédié sera mis en place sur le site de Cités Unies France et de CLAIR Paris, et une page devrait voir le jour dans les prochains numéros de leurs lettres respectives. Merci de nous communiquer quelques exemples de « bonnes pratiques » de votre collectivité en remplissant la fiche 'modèle' que vous trouverez à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1625>. Cette fiche contient déjà des exemples des villes de Nancy, de Chartres, de Tours, de Kitakyushu, de Tokyo, de Hiroshima et de Kochi.

Partenariat renforcé entre les villes de Grenoble et de Tsukuba

Du 2 au 8 mars, une délégation de la ville de Grenoble s'est rendue au Japon, à Tsukuba, afin de définir les termes d'un partenariat qui pourra être signé courant juin 2013 entre ces deux villes. En effet, Tsukuba et Grenoble entretiennent depuis plusieurs années des liens de coopération notamment dans le domaine de la recherche scientifique et technique. Cette convention de partenariat serait donc un renforcement de leur partenariat actuel.

Projet de durcissement des normes de sûreté des centrales atomiques

Suite à une réunion du groupe d'étude de la nouvelle autorité japonaise, il semble désormais que les 48 centrales ne redémarreront pas tant que le durcissement des nouvelles normes de sécurité n'aura pas été mis en place. Cela consisterait à imposer aux centrales une ventilation qui empêcherait les explosions ainsi que des piscines en cas de très graves accidents, la présence d'un centre de secours situé à distances des réacteurs. Ces propositions doivent être soumises aux commentaires publics avant d'être amendées pour une mise en application prévue en juillet prochain. (Source : Le Monde.fr)

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Chine, Inde)

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

CHINE

Président du groupe-pays : Bernard Soulage, vice-président du conseil régional Rhône Alpes délégué aux relations internationales et européennes

Réunion du groupe pays Chine le 16 avril 2013, à l'Association des Régions de France (ARF)

La prochaine réunion du groupe pays Chine suivra la réunion du comité Chine de la CNCD, prévue le 16 avril 2013 dans la matinée. Les collectivités françaises souhaitant y participer sont invitées à se réunir à partir de 15h00 dans les locaux de l'ARF. Cette réunion sera l'occasion de faire le point sur le séminaire organisé par l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger (APCAE), pour tous les acteurs de la coopération décentralisée franco-chinoise, a priori à Chengdu en octobre 2013.

INDE

Président du groupe-pays Inde : Claudy Lebreton, président du conseil général des Côtes d'Armor, président de l'Assemblée des Départements de France (ADF)

Signature d'une convention entre le réseau national d'autorités locales indiennes et CUF



A l'occasion de la première mission du groupe-pays Inde à Delhi, en mars 2013, Cités Unies France a signé un accord de partenariat avec All India Institute for Local Self-government (AIIISG), réseau national d'autorités locales indiennes, branche indienne de CGLU Asie Pacifique. Cet accord vise globalement à promouvoir le développement de coopérations décentralisées entre la France et l'Inde.

Prochaine réunion du groupe pays Inde, le 21 mai 2013, à l'ADF

La prochaine réunion du groupe-pays Inde aura lieu le 21 mai, à partir de 10h00 dans les locaux de l'Assemblée des Départements de France. Elle sera notamment l'occasion de dresser le bilan de la première mission du groupe-pays à Delhi en vue de l'organisation de la deuxième édition des Assises de la coopération décentralisée franco-indienne, prévues à l'automne en Ille-et-Vilaine.

ARMENIE

Président : Patrick Devedjian, président du conseil général des Hauts-de-Seine, député

4^{ème} comité de pilotage de préparation des 2^{èmes} Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne

Le groupe-pays Arménie se réunira le mardi 16 avril, entre 10h30 et 12h30, dans les locaux de l'AFD afin de continuer la préparation des prochaines Assises. Cette réunion sera l'occasion d'aborder les sujets suivants :

- la collaboration avec le comité de pilotage arménien ;
- l'ajustement du programme des Assises les 16 et 17 octobre ;
- la préparation des ateliers ;
- les questions de logistique ;
- le budget provisoire de l'événement et le cofinancement.

Le comité de pilotage sera suivi d'un séminaire proposé par l'AFD, de 14h00 à 18h00, sur la région du Caucase.

BALKANS

Coopération décentralisée et inclusion des Roms

Le 20 mars dernier, l'Alliance européenne des villes et des régions pour l'inclusion des Roms a été lancée, à Strasbourg, lors de la 24^{ème} session du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe. L'Alliance passe donc dans sa phase active avec le projet ROMACT, afin de traduire les stratégies nationales en actions locales notamment à travers les collectivités.

Quatre villes françaises sont membres de l'Alliance : Aubervilliers, Lille, Lyon et Strasbourg. Pour rappel, en octobre dernier, Hubert Julien-Laferrière, vice-président du Grand Lyon chargé de la coopération décentralisée, rappelait, dans le magazine « Lyon Citoyen », que la coopération décentralisée peut apporter une réponse à la question Roms.

(Source : www.roma-alliance.org)

RUSSIE

Accueil à Nice d'une délégation de la région de Volgograd



Le 11 mars dernier, une délégation de la région de Volgograd (ex-Stalingrad, située à 900 km au Sud Est de Moscou) menée par Vassili Galouchkine, vice Premier-ministre du gouvernement de la région de Volgograd et Elvira Lagoutina, ministre de l'Economie en charge des Relations extérieures économiques et des investissements, a été accueillie par

Christian Estrosi, maire de Nice et président de Métropole Nice Côte d'Azur, lors de l'inauguration du « Stationnement Intelligent » à Nice et au Mipim de Cannes lors de la présentation des projets de développement de l'« Eco-Vallée ».

La visite de cette délégation s'inscrivait dans un intérêt marqué pour un échange concernant l'étude de l'aménagement urbain de la Métropole Nice Côte d'Azur en matière environnementale (particulièrement la gestion des déchets) et d'innovation.

Pour plus d'informations : <http://www.nice.fr/Collectivites/Actualites/Accueil-d-une-delegation-de-la-region-de-Volgograd>

Aix-en-Provence accueille les enseignants russes

Fin mars 2013, l'association « Échanges Pays d'Aix-Europe de l'Est », organisait un séjour linguistique, à Aix et à la Provence, pour une trentaine de professeurs de Russie, enseignant le français, qui ont pu s'immerger dans la culture provençale pour 'leur plus grand bonheur'.

Pour plus d'informations :

<http://www.aix-international.com/spip.php?article547>



« Dossier pays Russie » et « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russe », édités en décembre 2012

Cités Unies France a le plaisir de vous informer que le « Dossier pays Russie » et le « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russe », édité par Cités Unies France, avec le soutien du MAE, en décembre 2012, sont à présent disponibles.

Le « Dossier pays » de plus de 100 pages présente la Russie à toute collectivité française engagée ou désireuse de s'engager en coopération décentralisée avec ce pays.

Cette publication est complétée par le « Répertoire de la coopération décentralisée franco-russe » qui recense les partenariats entre collectivités territoriales françaises et russes. Pour commander ces ouvrages en ligne : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article61>.



Pour plus d'informations :

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Simoné Giovetti, chargé de mission (Arménie, Croatie, Serbie, Europe du Sud-Est)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Méditerranée

LIBAN

Président du groupe-pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

Suite du « programme concerté Liban »

En partenariat avec le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), Cités Unies France envisage l'organisation d'un « itinéraire découverte » pour une délégation libanaise en France, composée d'élus systématiquement accompagnés d'un technicien de leur collectivité. L'objectif de ce projet serait d'échanger avec les élus libanais sur la définition des besoins en termes de métiers et de compétence dans une collectivité locale. L'organisation de ce projet sera discutée lors de la réunion du comité de pilotage du 23 avril, à CUF.

Escalade de tensions au Liban

Pour la première fois depuis le début du conflit syrien, l'armée du régime de Bachar Al-Assad a bombardé des zones frontalières au nord du Liban. Le village de Wadi Khail a été touché par ces attaques. Les Etats-Unis et la France dénoncent ces actes de violence qui interviennent peu après l'agression, le dimanche 17 mars, de quatre religieux sunnites dans des quartiers chiïtes. Depuis le début du conflit, le Liban connaît en effet un regain de tensions communautaires.

Sortie de l'ouvrage : « Lebanon After the Cedar Revolution »

Huit ans après l'assassinat de Rafic Hariri le 14 février 2005, Are Knudsen et Michael Kerr publient un ouvrage collectif portant sur la situation politique au Liban (Ed. *C Hurst & Co Publishers Ltd*). Cet ouvrage scientifique s'inscrit dans la période post-guerre civile et offre une perspective critique des années Hariri. Il s'articule autour de diverses thématiques, et vise à analyser les dynamiques conflictuelles qui touchent le pays du cèdre après 2005. La problématique générale de l'ouvrage s'articule autour des perspectives de nouveaux conflits qui pourraient frapper l'Etat libanais, vu comme l'interface entre l'Orient et l'Occident et comme un modèle de démocratie dans le monde arabe.

Nomination de Tammam Salam au poste de Premier ministre libanais

Le 6 avril dernier, Tammam Salam a été chargé par le Président libanais Michel Sleimane de former un gouvernement. Sa nomination intervient après la chute du gouvernement de Najib Mikati, soutenu par l'alliance du 8 mars, pro-iranienne. La démission du dernier gouvernement fait suite à un désaccord sur la loi électorale avec le Hezbollah. La nomination de Tammam Salam intervient dans le contexte d'une recherche d'un consensus politique dans un Liban en proie aux instabilités régionales. Plutôt proche de l'alliance du 14 mars pro-occidentale, devenue majoritaire, le nouveau Chef du gouvernement a reçu le soutien de Walid Joumblatt, leader druze qui maintient une position centriste le rendant de fait faiseur de roi, et d'une partie de l'opposition.

La mission principale du gouvernement sera d'organiser les élections prévues pour le mois de juin 2013. Il s'agira pour le nouveau Premier ministre de juguler les tensions confessionnelles, en maintenant une position nationale et en tentant de limiter les dégâts de l'implication de certaines factions libanaises, sunnites ou chiïtes en Syrie.

Tammam Salam n'a toujours pas donné d'indications sur la nature de son futur cabinet, alors que le Hezbollah a fait savoir qu'il serait favorable à un gouvernement d'unité nationale.

PALESTINE

Président du groupe-pays : Claude Nicolet, président du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

Forum Dunkerque +10

Le RCDP organise, en partenariat avec COEPPPO, la Communauté urbaine de Dunkerque Grand-Littoral, la ville de Dunkerque, la région Nord pas de Calais, Cités Unies France, CGLU et le ministère des Affaires étrangères, un Forum ouvert aux collectivités européennes, à leurs réseaux et partenaires palestiniens ainsi qu'aux institutions européennes et internationales. Cet événement se déroulera les 28 et 29 novembre 2013, à la Communauté urbaine de Dunkerque. Une réunion de préparation a eu lieu à Dunkerque, le 28 mars dernier. De plus amples informations concernant le Forum ainsi que le programme provisoire seront prochainement communiqués par CUF.

Visite de Barack Obama

Après une visite en Israël, Barack Obama s'est rendu en Palestine le 21 mars dernier. Sa venue n'a pas engendré l'enthousiasme de la population. Le président américain n'a d'ailleurs passé que quatre heures en Palestine contre une cinquantaine en Israël. Face à Mahmoud Abbas, Obama a insisté sur le fait que la colonisation obstrue l'avancement du processus de paix avec Israël et réitéré son engagement en faveur d'un Etat palestinien indépendant.

TUNISIE

Président du groupe-pays: Henri Bertholet, adjoint au maire de Romans sur Isère

Investiture du nouveau gouvernement tunisien

Ali Larayedh et son gouvernement ont officiellement été investis par la Constituante, le 14 mars dernier. Son gouvernement est constitué de représentants des partis de l'alliance sortante, élargie à des indépendants. Il a également promis que cette équipe quitterait ses fonctions à la fin de 2013, après des élections. Ce gouvernement devra néanmoins faire face au chômage et à la misère, déjà au coeur de la révolution de 2011, qui sont à l'origine de violences régulières et du malaise des jeunes. Par ailleurs, des manifestations en mémoire de Chokri Belaïd ont toujours lieu dans le pays, qui a du mal à faire face à sa crise politique.

Méditerranée

TURQUIE

Président du groupe-pays : Jean Touzeau, vice-président du conseil général de Gironde

Mission du conseil général de Gironde en Turquie

Philippe Madrel, président du conseil général de la Gironde et Jean Touzeau, vice-président du conseil général et président du groupe-pays Turquie, se sont rendus en Turquie, du 2 au 6 avril, pour une visite à Samsun, collectivité partenaire. Des contacts avec les autorités françaises sur place étaient également prévus.

Le « processus d'Imrali », nouvel espoir de résolution de la question kurde ?

Le chef rebelle kurde Abdullah Öcalan a appelé, jeudi 21 mars, les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à déposer les armes et à quitter la Turquie, affirmant que le temps était venu de « faire prévaloir la politique ». Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a souligné l'importance de la mise en œuvre de l'appel d'Öcalan, qualifié de « développement positif ». Le chef du gouvernement a ajouté que la Turquie cessera ses opérations militaires contre les Kurdes si le PKK cesse les siennes. « S'il n'y a plus d'actions militaires, nos troupes n'entreprendront plus d'opérations militaires ».

(Source : lemonde.fr et ovipot.hypotheses.org/8261)

Vers un rapprochement entre la Turquie et Israël

Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a officiellement présenté ses excuses au chef du gouvernement turc, Recep Tayyip Erdogan, pour la mort de neuf Turcs à bord d'une flottille pour Gaza en 2010. Les parties ont convenu de normaliser les relations entre les deux pays, y compris le retour des ambassadeurs et l'annulation des procédures judiciaires contre des soldats israéliens.

Pour plus d'informations :

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20130322.REU0296/rechauffement-israelo-turc-a-l-initiative-de-barack-obama.html>

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPP)

Linda Naïli, chargée de mission (Algérie)

Virginie Rouquette, chargée de mission (Liban, Tunisie, Maroc)

Astrid Frey, chargée de mission (Turquie)

MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca Serra, adjoint au maire de Marseille

Déplacement de François Hollande au Maroc

Les 3 et 4 avril 2013, le Président de la République s'est rendu pour une visite d'Etat au Royaume du Maroc, où il a été reçu par son homologue marocain, le Roi Mohamed VI. Il était accompagné d'une délégation comprenant élus, ministres, entreprises et acteurs de la société civile.

Au cours de cette visite, François Hollande a salué l'amitié franco-marocaine. Il a rappelé la confiance de la France dans le Maroc, et a souligné les 'pas décisifs' du Maroc vers la démocratie. Parmi ces avancées, le Président a notamment souligné devant le Parlement marocain les nouveaux enjeux développés au Maroc tels que le développement durable avec la création d'un Conseil économique, social et environnemental.

ISRAËL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

Réunion groupe-pays Israël

Les membres du groupe-pays Israël se réuniront le jeudi 18 avril 2013, à Cités Unies France, afin d'entamer une réflexion sur le rôle des collectivités territoriales dans le développement du tourisme durable. En effet, nos homologues israéliens proposeront à une délégation française, au mois de juin prochain, de participer à un séminaire sur le thème du tourisme solidaire et durable. Cette réunion sera donc l'occasion de préparer la délégation française.

ACTUALITE MEDITERRANEE

3^{ème} édition du Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée, à Marseille, les 3 et 4 avril 2013

La construction d'une région méditerranéenne stable et en paix constitue un objectif essentiel pour les acteurs du développement et de la coopération internationale. Cependant cet espace en pleine mutation est marqué par des zones de fractures ouvertes.

Aux tensions et conflits de longue date qui ont en partie structuré la géopolitique régionale tout au long du XX^e siècle, se sont ajoutés depuis quelques années de nouveaux facteurs d'instabilité. La « Révolution du Jasmin » tunisienne a ouvert la voie à une longue série de manifestations et soulèvements populaires qui transforment de fond en comble le paysage politique des pays du pourtour méditerranéen. Les transitions politiques entamées avec ces « printemps arabes » ne sont pas parvenues à leur terme ; les ajustements économiques et sociaux se poursuivent.

L'avenir de la région reste à définir. La perspective est plus que jamais ouverte. Une nouvelle histoire se construit en Méditerranée ; elle devra s'ancrer dans un passé relationnel très riche, et laisser de côté les vieux réflexes orientalistes pour initier une vraie réflexion sur un futur commun. Un atelier animé par Dorothee Schmid (IFRI) abordera ce sujet lors du Forum.

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Thématiques

LES COLLECTIVITÉS FACE AUX CRISES

Président du groupe thématique : Jean-Philippe Magnen, vice-président du conseil régional des Pays de la Loire, conseiller municipal de Nantes

SYRIE

Retour sur la mission de soutien et d'identification des besoins auprès des collectivités accueillant des réfugiés syriens

Une délégation internationale d'élus et de personnel des gouvernements locaux, regroupés sous les auspices de CGLU, s'est rendue, du 18 au 26 mars 2013, dans les municipalités frontalières à la Syrie en Turquie, en Jordanie et au Liban.



À l'initiative du président de CGLU, Kadir Topbas, des représentants des collectivités territoriales françaises, turques et néerlandaises, accompagnés d'experts des associations de pouvoirs locaux canadienne (FCM) et néerlandaise (VNG), ainsi que de Cités Unies France (CUF) et la section de CGLU Moyen-Orient-Asie de l'Ouest (UCLG-MEWA), ont participé à la mission. Ils se sont rendus dans les municipalités ayant à composer avec le grand flux de déplacés syriens.

Les membres de cette mission ont fait le bilan de la pression à laquelle sont soumis les gouvernements locaux de la région touchés par l'afflux de réfugiés syriens, afin de pouvoir en tirer des recommandations sur les possibles moyens d'assistance. L'objectif de ce bilan est de présenter ces recommandations à l'ensemble des membres de CGLU.

En Turquie, en Jordanie et au Liban, la délégation s'est entretenue avec des représentants des gouvernements locaux, régionaux et centraux, des représentants des Ambassades française et néerlandaise, ainsi qu'avec des représentants de la communauté syrienne.

En Turquie, la moitié des 400 000 réfugiés syriens vit dans des camps (gérés par le gouvernement), tandis que l'autre moitié vit dans les villes. En Jordanie, plus de 100 000 Syriens sont concentrés dans le camp Al Zaatari, qui reçoit le soutien du HCR des Nations Unies. Au Liban, il n'y a pas de camps et les réfugiés syriens sont répartis dans les plus de 900 municipalités du pays.

Cette situation met à rude épreuve les municipalités hôtes dans les différents pays de la région. La population déplacée, dans certains cas, double la taille de la collectivité autochtone. Les effets de flux de population sur les systèmes de santé, l'eau, l'assainissement, la gestion des déchets et l'éducation à l'échelon local sont incommensurables. Les autorités locales appellent à une aide d'urgence pour être en mesure de faire face à leurs responsabilités. Les importants travaux déployés par les ONG dans la région ne peuvent et ne doivent pas se substituer aux responsabilités et actions des autorités locales, un soutien spécifique devient critique si la stabilité sociale doit être garantie.

Dans ce cadre, indépendamment de l'appel lancé par le ministère des Affaires étrangères (et relayé par Cités Unies France) en faveur des organisations humanitaires, Cités Unies France a décidé d'ouvrir un fonds de solidarité en soutien aux collectivités territoriales libanaises, turques et jordaniennes qui se retrouvent en première ligne dans la gestion de cette crise. Les collectivités sont appelées à nous contacter pour les modalités pratiques des éventuels versements au fonds.

La crise en Syrie, les enjeux pour la région

Dans son entretien avec Le Monde du 11 mars, le Libanais Joseph Bahout, professeur à Science-Po Paris, s'inquiète des répercussions que le conflit syrien pourrait avoir sur la région. En effet, même si le conflit syrien n'était pas à l'origine un conflit confessionnel, il pourrait le devenir. Déjà, en Irak, l'opposition sunnite est galvanisée par la révolution syrienne alors que le gouvernement, de plus en plus chiite, est poussé par l'Iran à soutenir le régime de Damas. Du côté du Liban, le Hezbollah, principale force chiite, en combattant les rebelles syriens, met en danger l'équilibre du pays. La Turquie, qui soutenait l'opposition syrienne, redécouvre certaines failles comme le retour de la question kurde et alaouite. Pour Joseph Bahout, ce conflit ressemble donc déjà à une guerre régionale. Le 18 mars, l'armée syrienne a, pour la première fois, bombardé la frontière libanaise. (Source : Le Monde)

L'opposition élit son Premier ministre

Le 18 mars dernier, le Conseil national de l'opposition syrienne s'est réuni à Istanbul pour élire son Premier ministre. Ghassan Hitto, chef d'entreprise dans la haute technologie, qui a longtemps vécu aux Etats-Unis, est sorti victorieux de cette élection. Cependant, de nombreux membres de la Coalition ont refusé de voter, ce qui reflète les divisions au sein de l'opposition. L'Armée syrienne libre ne reconnaît pas M. Hitto comme Premier ministre. Quelques jours après cette élection, M. Khatib, Président de la Coalition nationale syrienne, a donné sa démission.

Séminaire crise et villes : stratégies d'intervention et d'anticipation, 29 avril à l'AFD

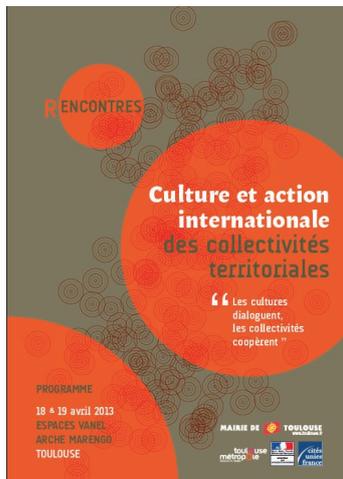
L'Agence Française de Développement et le Groupe URD organisent un séminaire de travail dédié aux modalités d'interventions sur et dans des contextes urbains affectés par des catastrophes et des crises. Le séminaire se tiendra le 29 avril 2013, dans les locaux de l'AFD, Salle Jacques Alliot, 5 Rue Roland Barthes, Paris 12ème, de 9h00 à 18h30. Inscriptions avant le 15 avril auprès d'Estelle Collinet du Groupe URD : assisturba@urd.org

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Crises et réhabilitation)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Thématiques



ACTUALITÉ CULTURE

ECOSOC 2013 : Le rôle de la culture dans le développement durable doit être reconnu explicitement

De nos jours, la communauté internationale débat sur le nouveau paradigme qui définira les politiques et les programmes de développement au cours des prochaines décennies.

La culture doit occuper la place qu'elle mérite. Une masse critique de la communauté internationale est pleinement convaincue que, face à la considération de la culture comme quelque chose « d'ornemental » ou de secondaire par rapport au développement durable, l'intégrer et la placer face aux efforts pour le développement constitue une tâche cruciale afin d'affronter une bonne partie des changements globaux de manière plus efficace et durable. La révision ministérielle mondiale de l'ECOSOC de 2013 se tiendra au mois de juillet prochain, à Genève.

Elle sera consacrée au thème « Science, technologie, innovation et le potentiel de la culture dans la promotion du développement durable et l'obtention des Objectifs du Millénaire pour le Développement ».

Le document est téléchargeable sur le site de CUF à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique15>

Pour plus d'informations :

Virgine Rouquette, chargée de mission (Culture et Recherche)

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

CULTURE

Colloque : « Culture et action internationale des collectivités territoriales », les 18 et 19 avril 2013, à Toulouse
Inscrivez vous avant le 5 avril !

Cités Unies France et la ville de Toulouse s'associent pour organiser, les 18 et 19 avril 2013, à Toulouse, un colloque intitulé culture et action internationale des collectivités territoriales.

Cet événement, qui réunira divers intervenants issus du secteur culturel et international, abordera la place de la politique culturelle dans la coopération décentralisée, le rôle des collectivités territoriales dans l'action culturelle internationale et sa contribution au développement des territoires. En partenariat avec l'Institut Français, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Culture, l'Association Nationale des Villes et Pays d'Art et d'Histoire (ANVPAH), l'association Culture et Développement, quatre ateliers structureront la rencontre :

- Résidences d'artistes : enjeux et perspectives ;
- Livre et lecture ;
- Patrimoine et développement territorial ;
- Industries créatives et développement territorial.

Un temps plus spécifique intitulé « les tables rondes des professionnels » permettra aux acteurs de la culture et des relations internationales d'évoquer les aspects et enjeux techniques de la mise en œuvre d'un projet culturel à l'international.

La manifestation est ouverte aux représentants des services culturels et des services des relations internationales des collectivités territoriales.

Pour vous inscrire directement en ligne : <http://rencontre-toulouse.jeconferme.fr/>

Pour tous compléments d'information : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1668>

Rio+20 et la culture : « Miser sur la culture comme gage de durabilité » (CGLU)

Ce rapport est la synthèse de la stratégie que la Commission Culture de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) a développé en 2010-2012 pour influencer le processus menant à la Conférence sur le Développement durable de l'ONU (Rio+20) qui s'est tenue à Rio de Janeiro, du 20 au 22 juin 2012. Le rapport analyse en détail le document final de Rio+20 et en constate les insuffisances.

Vous pouvez télécharger le rapport sur le site de l'Agenda 21 pour la culture : http://www.agenda21culture.net/index.php?option=com_content&view=article&id=139:report-6-rio20-and-culture-advocating-for-culture-as-a-pillar-of-sustainability&catid=58&Itemid=58&lang=fr

RECHERCHE

Colloque scientifique sur l'action internationale des collectivités locales, du 4 au 6 décembre 2013

Cités Unies France, en partenariat avec l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble et l'IDHIL, Institut des hautes études de l'action internationale des villes et des gouvernements locaux, organise un colloque scientifique portant sur l'action internationale des collectivités locales, du 4 au 6 décembre 2013.

Ce colloque sera l'occasion de développer plusieurs thématiques en relation avec l'action des collectivités à l'international comme la place de l'AICT (Action internationale des collectivités territoriales) dans les relations internationales ou encore l'impact et l'évaluation de celle-ci.

Thématiques

TOURISME RESPONSABLE

Présidente du groupe thématique : Maryvonne Blondin, sénatrice, conseillère générale du Finistère déléguée à la coopération décentralisée et à la langue bretonne

Le Partenariat mondial pour le tourisme durable

Le Partenariat mondial pour le tourisme durable, présidé par la France depuis deux ans, s'est réuni pour sa troisième édition le 26 mars, à Bonn, en Allemagne. La rencontre a été marquée par la passation de la présidence au Royaume du Maroc, en la personne de Nada Roudies, secrétaire générale du ministère du Tourisme marocain.

Cités Unies France, membre et représentant des gouvernements locaux, souhaite converger les travaux du groupe de travail « Tourisme responsable et développement durable » de CGLU, afin de valoriser la somme d'initiatives réalisées par les collectivités locales dans le monde et sensibiliser les Etats représentés dans cette organisation multiacteurs.

ATD réunit les réseaux d'acteurs du tourisme responsable

Cherchant à se positionner comme un réseau multiacteur, ATD (Acteurs du Tourisme Durable) a réuni, à l'occasion d'un déjeuner mi mars, l'Association pour le Tourisme Responsable (ATR), Association pour un Tourisme Equitable et Solidaire (ATES) et leurs membres, autour de la présentation de son projet 2013-2014, et pour clarifier le rôle et les complémentarités futures entre les réseaux.

La gastronomie : un sujet d'avenir dans la coopération territoriale ?

Dans le contexte d'appel à candidature pour la création de la Cité internationale de la gastronomie, et suite à la tenue, pour la troisième année consécutive, de la Fête nationale de la gastronomie, la production scientifique autour du bien manger et de la valorisation du savoir-faire, affirme le rôle des collectivités locales sur la gestion, valorisation et la promotion du territoire. Sous l'effet promotionnel de la reconnaissance du "repas des français" par l'Unesco, le sujet de la gastronomie et de son lien avec le territoire se développe et trouve du sens dans le cadre de la coopération décentralisée.

Cités Unies France suit de très près cette thématique à la fois patrimoniale, économique et culturelle, dont les projets, réseaux et organisations (Réseau international Délices, Eurochile...) contribuent à l'émergence d'une nouvelle coopération autour de différents problématiques (la biodiversité, l'amélioration de la qualité de vie) ou encore répondent à l'enjeu de rayonnement et d'attractivité des territoires.

N'hésitez pas à nous envoyer vos initiatives et interrogations sur ce sujet.

ACTUALITÉS COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Les collectivités territoriales se saisissent de l'agenda international

Cités Unies France a participé à la première réunion d'une force de réflexion (task force) autour de CGLU chargée de travailler à une position des collectivités territoriales dans l'agenda international, en particulier pour l'agenda post-2015, les suites de RIO+20 et La préparation d'Habitat III.

Michel Delebarre y était représenté par Ronan Dantec, sénateur, conseiller communautaire de Nantes Métropole, représentant de CGLU pour les négociations climat.

Retrouvez la déclaration adoptée :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1740>

Bilan des Assises du développement et de la solidarité internationale

Après quatre mois de mobilisation importante de Cités Unies France et de ses élus, retrouvez les contributions et un article sur la session de clôture sur notre site <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1729>.

Dans l'esprit « multiacteurs » des Assises, CUF et Coordination SUD ont été invité à faire le bilan des Assises devant le groupe « solidarité internationale » de l'ARF.



ASSISES DU
DÉVELOPPEMENT ET DE LA
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



15

Pour plus d'informations :

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Tourisme responsable)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Thématiques

DEVELOPPEMENT URBAIN

Formation des décideurs en planification des transports urbains



CODATU reconduit cette année le programme de formation des décideurs en planification des Transports Urbains intitulé « Leaders in Urban Transport Planning - LUTP » Session francophone, organisé conjointement par l'AFD, la Banque mondiale, avec le soutien du PPIAF, de l'AUSAID, de l'ESMAP, du CMI, du ministère français de l'Environnement, du Développement Durable et de l'Energie (MEDDE) et par CODATU. Cette formation aura lieu du 2 au 8 juin 2013 à Marseille.

Ce programme de renforcement de capacité des décideurs de la planification des transports urbains est destiné aux responsables politiques et techniques en charge de la planification et / ou de la coordination des transports urbains au niveau national ou municipal. Il est également ouvert aux membres de la société civile, aux consultants ainsi qu'aux professionnels des transports urbains.

Le programme détaillé et le formulaire d'inscription (à renvoyer avant le 30 avril 2013) sont consultables sur le site :

<http://www.codatu.org>

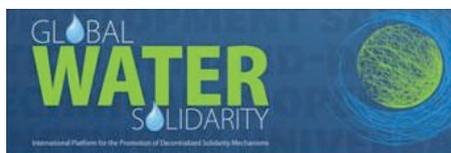
Pour tout renseignement complémentaire, je vous remercie d'envoyer un mail à Agnès Trione (atrione@codatu.org) qui s'occupe de l'organisation de cet évènement.

EAU ET ASSAINISSEMENT

Création du groupe thématique Eau et assainissement à Cités Unies France

Cités Unies France se lance dans l'animation d'un nouveau groupe thématique dédié à la thématique de l'eau et de l'assainissement. Henri Bégorre, vice-président de CUF et président du Partenariat français pour l'eau, animera la première réunion de ce groupe, prévue le 5 juin 2013 (après-midi), dans les locaux de CUF. Les collectivités souhaitant être inscrites dans ce nouveau groupe pour recevoir informations et invitations sont invitées à écrire à Sarah Schönfeld : s.schonfeld@cites-unies-france.org.

PNUD - GLOBAL WATER SOLIDARITY : pour la promotion du 1%

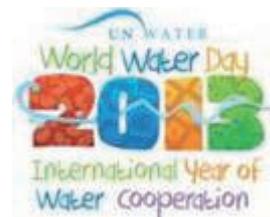


Avec pour objectif de contribuer à remédier au retard dans la réalisation de l'objectif du millénaire pour le développement 7C, concernant l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement,

le PNUD de Genève a créé, en collaboration avec une vingtaine d'organisations, la plateforme internationale Global Water Solidarity. Son but est de promouvoir la coopération entre les gouvernements locaux dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et de développer des mécanismes de financements solidaires décentralisés. Cette initiative se base sur des expériences existantes au sein des pays européens et cible l'extension progressive de mécanismes de solidarité décentralisés de type 1%, tout en respectant un label que GWS a élaboré en concertation avec la Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur le droit à l'eau potable et l'assainissement. L'une des activités principales de GWS est la réalisation d'études, à la demande de pouvoirs locaux ou nationaux, afin de créer des mécanismes solidaires qui seront complétés par l'aide internationale. Par exemple, à Dakar, GWS a participé à créer « le 1% Dakar », un système de reversement de taxes entre communes, alors qu'au Niger une étude est en cours de réalisation pour créer un processus national de solidarité. GWS est à la disposition des collectivités locales qui recherchent des projets de partenariats concrets pour créer ou développer leur politique de coopération décentralisée solidaire dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

Pour de plus amples informations :

<http://web.undp.org/geneva/watersolidarity/>



Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission
(Institutions européennes)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Constance Koukouï, chargée de mission
(Sécurité alimentaire)

Courriel : c.koukouï@cites-unies-france.org

Astrid Frey, chargée de mission
(Education à la citoyenneté mondiale, Migration et développement)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Economie)

Courriel : s.derekeneire@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Développement durable, Développement urbain, Eau et assainissement)

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

de la coopération décentralisée **Agenda**

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée	Marseille	3 - 4 avril	Commission Méditerranée de CGLU
Forum Méditerranéen Fondation Anna Lindh	Marseille	4 - 7 avril	Fondation Anna Lindh
3 ^{èmes} Assises européennes de la coopération décentralisée	Bruxelles	9 - 10 avril	Comité des Régions / Commission européenne
La diaspora malienne pour la paix et le développement du Mali	Montreuil	10 avril	MAE / Montreuil
Réunion du groupe-pays Amérique centrale et Cuba	CUF	11 avril	CUF
Réunion du groupe thématique Tourisme responsable	Marseille	11 avril	CUF
Journées d'échanges entre directeurs des associations nationales des maires et municipalités africaines avec l'Association des Maires de France	Paris	11 - 12 avril	AMF
Réunion du groupe-pays Arménie	Paris (AFD)	16 avril	CUF
Réunion du groupe-pays Chine	Paris (ARF)	16 avril	CUF / ARF
Réunion du groupe-pays Brésil	CUF	17 avril	CUF
7 ^{ème} Conférence européenne des villes durables : « Economie écologiquement et socialement responsable : une solution face à la crise ? »	Genève	17 - 19 avril	Ville de Genève / Comité préparatoire de la Conférence européenne des villes durables
Réunion du groupe-pays Israël	CUF	18 avril	CUF
Colloque: « Culture et action internationale des collectivités territoriales »	Toulouse	18 - 19 avril	Ville de Toulouse / CUF
Réunion du groupe-pays Chili	CUF	19 avril	CUF
Forum Jeunesse 2013	Monastir	19 - 21 avril	Développement Sans Frontières / associations tunisiennes et françaises
Rencontre des partenaires du développement de la Casamance	Paris	20 avril	
Colloque : « L'intercommunalité, une nouvelle gouvernance des territoires en Amérique latine et en Europe »	Paris	25 avril	Observatoire des Changements en Amérique Latine (LOCAL) / CUF / Maison de l'Amérique latine
Réunion du groupe-pays Niger – Comité de pilotage ANIYA	CUF	14 mai	CUF
Réunion du bureau exécutif de CUF	CUF	15 mai	CUF

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Séminaire à l'international : « Partir ou pas ? »	Ivry-sur-Seine	16 - 17 mai	CUF / ANACEJ / France Volontaires
Réunion du groupe-pays Inde	Paris (ADF)	21 mai	CUF
15 ^{ème} Journée de la Coopération décentralisée de l'Ambassade du Burkina Faso	Paris	25 mai	Ambassade du Burkina Faso
Rencontres du réseau France - Centrafrique	Bussy Saint Georges	25 mai (à confirmer)	
Réunion du groupe-pays Mali	Paris	27 mai (à confirmer)	CUF
Rencontres franco-mauritaniennes de la coopération décentralisée	Savigny-le-Temple	31 mai	Comité de pilotage
Réunion du groupe thématique Eau et assainissement	Paris	5 juin	CUF
Réunion du bureau exécutif de CGLU	Lyon	5 - 7 juin	CGLU / Ville de Lyon / Région Rhône-Alpes
9 ^{èmes} Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne	Brest	10 - 12 juin	Comité de pilotage
3 ^{ème} congrès mondial du « Forum des autorités locales de périphérie pour les métropoles solidaires »	Canoas, Brésil	11 - 13 juin	Comité de pilotage
VII ^e Congrès latino-américain des villes et gouvernements locaux	Iguazu, Province de Misiones, Argentine	12 - 14 juin	FLACMA - Fédération Latino-américaine des Villes, Municipalités et Associations de Gouvernements Locaux
Forum Villes Durables	San Salvador	24 - 26 juin	IFAC/IRD/PNUD/Ambassade de France au Salvador
Forum : « Renforcer la gestion des services d'eau et d'assainissement dans les pays du Sud »	Chambéry	28 - 29 juin	Ville de Chambéry / pS-eau
4 ^{ème} Forum de l'action internationale des collectivités Assemblée générale de CUF	Palais des Congrès de Paris	1 ^{er} - 2 juillet 2 juillet	CUF / ICIC
Assises de la coopération décentralisée franco-nigérienne	Niamey	8 - 10 juillet (à confirmer)	Comité de pilotage
4 ^{ème} Congrès mondial de CGLU : « Imaginer la société, construire la démocratie »	Rabat, Maroc	1 ^{er} - 4 octobre	CGLU
Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne	Valence, Lyon	14 - 17 octobre	Comité de pilotage
6 ^{ème} sommet EuroIndia Center	Hyderabad, Inde	Octobre (date à confirmer)	EuroIndia Center
Forum Dunkerque +10	Dunkerque	28 - 29 novembre	RCDP / COEPPPO / Dunkerque Grand-Littoral / Région Nord pas de Calais / CUF / CGLU / MAE
Colloque scientifique sur l'action internationale des collectivités locales	Grenoble	4 - 6 décembre	CUF / Institut d'Etudes Politiques de Grenoble / IDHIL

Publications

Ouvrages édités par Cités Unies France

(Tarifs applicables à partir de janvier 2013)

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 25 euros

Les dossiers pays fournissent une synthèse de l'organisation des collectivités territoriales et des réformes administratives récentes. Ils comprennent également une analyse des partenariats de coopération décentralisée.

Référence	Ouvrage	Parution
DPRU	Dossier pays Russie (première édition - décembre 2012)	2012
DPPO	Dossier pays Pologne	2008
DPRO	Dossier pays Roumanie	2008
DPHO	Dossier pays Hongrie	2005
DPCR	Dossier pays Croatie	2006
DPRT	Dossier pays République tchèque (inclus “profils des régions tchèques”)	2005
DPVN	Dossier pays Vietnam (deuxième édition - juin 2011)	2011
DPIN	Dossier pays Inde (première édition - février 2011)	2011
DPJA	Dossier pays Japon (deuxième édition - avril 2010!)	2010
DPPA	Dossier pays Palestine	2008
DPTQ	Dossier pays Turquie	2008
DPLI	Dossier pays Liban	2007
DPMA	Dossier pays Maroc	2007
DPIS	Dossier pays Israël	2007
DPTU	Dossier pays Tunisie	2005
DPBR	Dossier pays Brésil (deuxième édition - septembre 2011)	2011
DPNI	Dossier pays Nicaragua	2006
DPHT	Dossier Pays Haïti (à paraître)	2013
DPEU	Dossier Pays Etats-Unis (à paraître)	2013
DPBE	Dossier Pays Bénin (première édition - octobre 2010)	2010
DPBF	Dossier Pays Burkina Faso (première édition - juin 2010)	2010
DPTG	Dossier Pays Togo	2009
DPML	Dossier Pays Mali	2009
DPMU	Dossier Pays Mauritanie	2008
DPSE	Dossier Pays Sénégal	2007
DPNG	Dossier Pays Niger (à paraître)	2013



Publications

Ouvrages de la collection "groupe - pays" : 40 euros

Référence	Ouvrage	Parution
DPAC	Dossier Pays Afrique centrale et des Grands Lacs (octobre 2010)	2010



Repertoires des partenariats de cooperation decentralisee : 15 euros

Cités Unies France recense et met à jour régulièrement les partenariats entre collectivités territoriales françaises et étrangères.

Référence	Ouvrage
RPRU	Répertoire des partenariats franco-russes
RPPO	Répertoire des partenariats franco-polonais
RPRO	Répertoire des partenariats franco-roumains
RPHO	Répertoire des partenariats franco-hongrois
RPRT	Répertoire des partenariats franco-tchèques
RPVN	Répertoire des partenariats franco-vietnamiens
RPJO	Répertoire des partenariats franco-japonais
RPAL	Répertoire des partenariats franco-algériens
RPPA	Répertoire des partenariats franco-palestiniens
RPMA	Répertoire des partenariats franco-marocains
RPTU	Répertoire des partenariats franco-tunisiens
RPIS	Répertoire des partenariats franco-israéliens
RPLI	Répertoire des partenariats franco-libanais
RPEU	Répertoire des partenariats franco-américains (France - Etats-Unis)
RPARG	Répertoire des partenariats France - Argentine
RPALC	Répertoire des partenariats France - Amérique Latine et Caraïbes
RPACC	Répertoire des partenariats France - Amérique Centrale et Cuba
RPBE	Répertoire des partenariats franco-béninois
RPBF	Répertoire des partenariats franco-burkinabè
RPCA	Répertoire des partenariats franco-camerounais
RPMR	Répertoire des partenariats franco-mauritaniens
RPMD	Répertoire des partenariats franco-malgaches
RPML	Répertoire des partenariats franco-maliens
RPSE	Répertoire des partenariats franco-sénégalais
RPTO	Répertoire des partenariats franco-togolais



Publications

Ouvrages de la collection "Réflexions" : 15 euros

Référence	Ouvrage	Parution
Ro01	Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale	2003
Ro02	Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè	2003
Ro03	Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne	2002
Ro04	L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires	2006
Ro08	L'éducation au développement et à la solidarité internationale (CUF-Educasol)	2010



Ouvrages de la collection "Référence" : 25 euros

REfo1	Les instruments juridiques de la coopération décentralisée	2008
REfo2	Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international	2009
REfo3	Coopération décentralisée et alimentation en Afrique - Agriculture et développement rural (CUF-CFSI)	2010
REfo4	La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne (CUF-AFD)	2010
REfo5	The International Cooperation of Local Authorities in the European Union: Germany, Spain, France, Italy, the United Kingdom, Sweden and the European Commission (CUF-AFD)	2011
REfo6	NOUVEAU ! Coopération décentralisée et santé en Afrique de l'Ouest et à Madagascar (CUF-ACTED)	2012



cités unies france

21

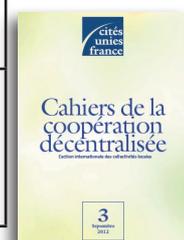
Ouvrages hors collection

HCDD	Coopération décentralisée pour le développement durable, Guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D	2005	15€
HCPCD	L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée. Document de réflexion et d'appui méthodologique		10€
HCCDDA	Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique. Pratiques en débat et expériences - 2 volumes	2000	10€
AFPM	Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan)	2009	22€



Cahiers de la coopération décentralisée

CDD-2	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 2 - août 2010	2010	30€
CDD-3	NOUVEAU ! Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 3 - septembre 2012 Prix collectivités adhérentes à CUF : 15€	2012	30€





9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 ■ Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org ■ Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org